

Art. 4. Le Premier Ministre, le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions, le ministre qui a les Indépendants dans ses attributions et le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Ciergnon, le 29 octobre 2013.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
E. DI RUPO
La Ministre des Affaires sociales,
Mme L. ONKELINX
La Ministre des Indépendants,
Mme S. LARUELLE
La Ministre de l'Emploi,
Mme M. DE CONINCK
Le Secrétaire d'Etat à la Lutte
contre la fraude sociale et fiscale,
J. CROMBEZ

—————
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :
Loi du 27 décembre 2006, *Moniteur belge* du 28 décembre 2006.
Loi du 25 août 2012, *Moniteur belge* du 11 septembre 2012.

Art. 4. De Eerste Minister, de minister bevoegd voor Sociale Zaken, de minister bevoegd voor Zelfstandigen en de minister bevoegd voor Werk zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Ciergnon, 29 oktober 2013.

FILIP

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
E. DI RUPO
De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. L. ONKELINX
De Minister van Zelfstandigen,
Mevr. S. LARUELLE
De Minister van Werk,
Mevr. M. DE CONINCK
De Staatssecretaris voor de Bestrijding
van de sociale en de fiscale fraude,
J. CROMBEZ

—————
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :
Wet van 27 december 2006, *Belgisch Staatsblad* van 28 december 2006.
Wet van 25 augustus 2012, *Belgisch Staatsblad* van 11 september 2012.

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2013/27251]

7 NOVEMBRE 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 décembre 2008 portant exécution du décret du 6 novembre 2008 relatif au plan de cohésion sociale dans les villes et communes de Wallonie, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 6 novembre 2008 relatif au plan de cohésion sociale dans les villes et communes de Wallonie pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française, les articles 3, § 4, 16, alinéa 2, 23, § 5;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 décembre 2008 portant exécution du décret du 6 novembre 2008 relatif au plan de cohésion sociale dans les villes et communes de Wallonie, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 11 juin 2013;

Vu l'avis n° 19/2013 du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 5 juillet 2013;

Vu l'avis 54.160/4 du Conseil d'Etat, donné le 14 octobre 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 novembre 2013;

Sur la proposition du Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville et de la Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 11 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 décembre 2008 portant exécution du décret du 6 novembre 2008 relatif au plan de cohésion sociale dans les villes et communes de Wallonie, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française, est complété par l'alinéa suivant : « Chaque Ministre, dans le cadre de ses compétences, détermine le mode de transmission des justificatifs financiers. Il peut imposer une communication électronique dont il fixera la nature et les modalités et peut, à ce titre, prescrire l'utilisation des formulaires mis à disposition dans le cadre de la comptabilité communale. ».

Art. 2. L'annexe 2 du même arrêté est remplacée par l'annexe 1^{re} au présent arrêté.

Art. 3. L'annexe 3 du même arrêté est remplacée par l'annexe 2 au présent arrêté.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 5. Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville et la Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 7 novembre 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

ANNEXE 1^{re}

Convention de partenariat relative à l'exécution du Plan de cohésion sociale

CONVENTION CONCLUE DANS LE CADRE DU PLAN DE COHESION SOCIALE

<p>Entre d'une part :</p> <p>La commune/ville (1) de, représentée par son Collège communal ayant mandaté, Madame/Monsieur (1) ...</p>
<p>Et d'autre part</p> <p>.....</p> <p><i>(dénomination du partenaire, raison juridique (ASBL,...), adresse de son siège social et indication des références de la personne habilitée à conclure la convention au nom et pour le compte du partenaire)</i></p>

Après avoir exposé ce qui suit :

Vu le décret du 22 novembre 2007 modifiant certaines dispositions du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

Vu également les obligations prévues au Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, et plus spécialement au Titre III du Livre III de la Troisième partie, à la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ainsi que toutes circulaires liées à cette problématique;

Vu également les conventions déjà existantes entre les parties, pour des subsides directs et/ou indirects :

- en numéraire : :
 décision conseil communal du ,
 - en mise à disposition de personnel : :
 décision conseil communal du ,
 - en mise à disposition de locaux : :
 décision conseil communal du ,
 - autres aides à déterminer : :
 décision conseil communal du ,

Il est convenu ce qui suit :

Chapitre 1^{er}. — Objet de la convention. — Durée

Article 1^{er}. La présente convention est conclue dans le cadre de la réalisation du plan de cohésion sociale 2014-2019 de la commune/ville de

Conformément à l'article 4, § 2, du décret du 6 novembre 2008 relatif au plan de cohésion sociale des villes et communes de Wallonie, elle s'inscrit dans les deux objectifs suivants :

- le développement social des quartiers;
- la lutte contre toutes les formes de précarité, de pauvreté et d'insécurité.

Article 2. Le partenaire cocontractant s'engage à :

Développer/participer à/aux actions suivantes :
Axe du plan, thématique et dénomination de la/des action(s) dans le plan :
Ne pas sous-traiter l'exécution de tout ou partie de l'objet de la convention.
Public(s) visé(s) :
Descriptif complet de l'objet de la mission :
Lieu de mise en œuvre :

Article 3. La convention est conclue pour une durée maximale d'un an, se terminant le 31 décembre.

Elle est renouvelable tacitement sur proposition de la commission d'accompagnement pour autant qu'elle reste liée à la réalisation du plan approuvé par le Gouvernement wallon.

Dans la mesure où le plan se termine au 31 décembre 2019, le dernier renouvellement devra intervenir au plus tard le 31 décembre 2018.

Chapitre 2. — Soutien financier

Article 4 : La ville/commune s'engage à fournir les moyens nécessaires à son partenaire pour l'exécution de la présente convention conformément à l'arrêté du Gouvernement du 12 décembre 2008 portant exécution du décret du 6 novembre 2008 relatif au plan de cohésion sociale des villes et communes de Wallonie.

La commune s'engage à indexer automatiquement et dans la même mesure le montant alloué au Partenaire si la subvention octroyée par l'administration régionale est indexée pour l'année concernée.

Les moyens nécessaires sont détaillés comme suit :

Type	Montant	Remarques (facultatif)
Montant des moyens financiers octroyés :		
Equivalent des temps de travail mis à disposition :		
Moyens matériels alloués :		
TOTAL des moyens alloués :		

Dans ce cadre, sous réserve d'inscription budgétaire et d'approbation par la tutelle, la ville/commune verse au partenaire cocontractant 75 % des moyens financiers dans les X jours - et au plus tard dans les 2 mois - qui suivent la notification d'octroi de la subvention liée à l'exécution du plan de cohésion sociale par l'administration régionale.

Le solde des moyens financiers est versé sur la base des pièces justificatives admissibles couvrant la période mentionnée dans la convention et se rapportant exclusivement aux activités visées à l'article 2.

La seconde partie à la convention rembourse sans délai à la première partie toute somme indûment perçue.

Le partenaire est autorisé, dans le cadre de l'action visée à l'article 2, à recevoir d'autres subventions, sponsoring et mécénat pour autant que les frais pris en charge par la présente convention ne fassent à aucun moment l'objet d'une double subvention, d'un remboursement ou d'une prise en charge.

Une déclaration sur l'honneur du partenaire attestera du respect complet de ce principe par une signature à la date de remise de la déclaration de créance finale.

Article 5. Le partenaire s'engage à être représenté aux réunions de la commission d'accompagnement du plan de cohésion sociale et à faire part aux membres de celle-ci de l'état d'avancement de la ou des actions décrites à l'article 2 et de l'état de l'utilisation de la subvention.

Article 6. Le partenaire fournit à la ville/commune la preuve des dépenses effectuées dans le cadre du plan de cohésion sociale avec les moyens nécessaires qui lui ont été rétrocédés, chaque année au plus tard dans les 3 mois après la fin de l'exercice comptable.

Les documents probants sont conservés et tenus à la disposition de l'administration régionale par les autorités communales dans le cadre de la communication du rapport financier le 31 mars au plus tard.

Pour les frais de personnel, le partenaire fournit les contrats de travail, d'occupation d'étudiant ou de stage et les fiches individuelles de rémunération.

Pour les frais de fonctionnement, il fournit les factures, tickets de caisse et bons de commande.

Le partenaire s'engage également à soumettre annuellement aux autorités communales son bilan financier.

Article 7. Il est imposé au partenaire cocontractant d'informer la ville/commune de toutes les démarches qui seraient engagées afin de dissoudre volontairement l'association, ou de toute action judiciaire intentée dans le but d'obtenir une annulation ou une dissolution judiciaire de l'association. De même, il devra l'avertir de tout transfert de son siège social ou de la volonté d'un changement de fond ou de forme. Cette communication sera concomitante à la convocation envoyée aux membres effectifs de l'association, soit huit jours au moins avant la réunion de l'assemblée générale.

Le partenaire sera tenu de restituer la subvention dans toutes les hypothèses visées par l'article 7 de la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions.

Il sera sursis à l'octroi de la subvention dans toutes les hypothèses visées par l'article 8 de cette même législation.

Article 8. Chaque année, au plus tard dans les 3 mois après la fin de l'exercice comptable, le partenaire cocontractant transmet à la ville/commune, un rapport d'exécution relatif à l'exercice précédent, et spécifiquement des tâches pour laquelle la collaboration avec la ville/commune a été mise sur pied ainsi qu'une note d'intention pour l'exécution desdites tâches pour l'exercice suivant.

Il y joint ses bilans, comptes, rapports de gestion et de situations financière et administrative pour l'exercice précédent ainsi que les justificatifs d'emploi de la subvention et son rapport d'activités.

Si le Partenaire n'est pas légalement tenue de dresser un bilan, il devra à tout le moins fournir ses comptes de recettes et de dépenses, via la production du schéma minimum normalisé de livre comptable dressé à l'annexe A de l'arrêté royal du 26 juin 2003 relatif à la comptabilité simplifiée de certaines ASBL.

Article 9. Le Partenaire s'engage à transmettre à la ville/commune une copie libre de l'ensemble des documents dont la publicité lui est imposée par la loi sans délai et, au plus tard, simultanément à leur dépôt au greffe du tribunal de commerce lorsque l'obligation lui en est légalement imposée.

Chapitre 3. — Visibilité donnée au PCS

Article 10. Toute publication, annonce, publicité, invitation, établie à l'attention des usagers, partenaires, membres du secteur associatif sans que cette liste soit exhaustive, ainsi que tout support technique et publicitaire utilisé lors de manifestations publiques ou privées organisées avec le support de l'aide visée dans la présente convention, devront indiquer la mention suivante : « avec le soutien/ avec la collaboration de la ville/commune de ... et de la Wallonie » ainsi que le logo suivant :



Chapitre 4. — Résiliation de la convention — Modification de la convention — Signature

Article 11. Chacune des parties peut résilier unilatéralement la convention en cas de manquement total ou partiel de l'autre partie à ses obligations contractuelles, en cas de diminution de la subvention octroyée par la Région ou si la relation de confiance entre les deux parties est définitivement rompue.

La résiliation peut intervenir sans formalité judiciaire, après mise en demeure notifiée à l'autre partie par lettre recommandée, mentionnant les raisons de la décision prise et sans préjudice de la réclamation d'une indemnité.

La ville/commune est tenue d'informer, par courrier et dans un délai raisonnable, la Direction interdépartementale de la Cohésion sociale du Secrétariat général du Service public de Wallonie et la Direction de l'Action sociale de la DGO5 du Service public de Wallonie, et ce, quelle que soit la partie qui prend l'initiative de résilier la présente convention.

Article 12. La convention peut être résiliée de manière bilatérale à la convenance des deux parties.

Article 13. Les parties prévoient que toute modification à la présente convention devra faire l'objet d'un avenant signé par chacune des parties mentionnant expressément les modifications apportées et la période de validité de l'avenant. Les procédures de modification de Plan précisées dans le Vade-mecum du PCS devront être respectées.

Article 14. A défaut de règlement à l'amiable, les cours et tribunaux de l'arrondissement seront seuls compétents pour connaître de tout litige susceptible de survenir dans l'exécution de la présente convention.

Fait en deux exemplaires à, le

Pour la ville/commune de

Pour le partenaire,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 novembre 2013 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 décembre 2008 portant exécution du décret du 6 novembre 2008 relatif au plan de cohésion sociale dans les villes et communes de Wallonie, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française.

Namur, le 7 novembre 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

ANNEXE 2

Indicateur synthétique d'accès aux droits fondamentaux par commune

Méthode de calcul, liste des variables et sources des données

L'indicateur synthétique d'accès aux droits fondamentaux reflète l'accès de la population de chaque commune wallonne aux droits fondamentaux, complété par un facteur de risque par rapport au maintien de la cohésion sociale sur le territoire de la commune.

Les droits fondamentaux sont déclinés selon six dimensions :

1. Le droit à un revenu digne;
2. Le droit à la protection de la santé et à l'aide sociale et médicale;
3. Le droit à un logement décent et à un environnement sain;
4. Le droit au travail;
5. Le droit à la formation;
6. Le droit à l'épanouissement culturel et social.

Le facteur de risque prend en considération trois publics cibles :

1. Les ménages monoparentaux;
2. Les personnes isolées âgées de 65 ans et plus;
3. Les demandeurs d'asile.

Méthode de calcul

Chacun des six droits ainsi que le facteur de risque sont approchés par une sélection d'indicateurs choisis pour leur existence, leur représentativité, leur pertinence et leur disponibilité à l'échelle communale. Au total, 23 indicateurs sont pris en compte.

Les indices simples sont obtenus par standardisation des indicateurs de base, qui ramène chaque indicateur à une valeur comprise entre 0 et 1.

$$\text{Indice}_i = \frac{(\text{valeur observée}_i - \text{valeur minimale})}{(\text{valeur maximale} - \text{valeur minimale})}$$

Les indices composites pour chacun des droits et pour le facteur de risque résultent de la moyenne arithmétique des indices simples, à pondération égale, normalisée $\{(X - \text{moyenne}) / \text{écart type}\}$.

L'indicateur synthétique est la somme, à pondération égale, des indices composites par droit et par facteur de risque.

Liste des variables et source des données

1° pour le droit à un revenu digne :

a) Le taux de bénéficiaires de l'aide sociale : obtenu par le rapport entre le nombre de bénéficiaires du revenu d'intégration (RIS), de l'aide financière équivalente au RIS, du revenu garanti et de la garantie de revenu aux personnes âgées, et la population âgée de 18 ans et plus.

Sources : SPF Intégration sociale (année 2011 – moyenne annuelle). Office national des Pensions ([valeurs au 01/01/2011 + valeurs au 01/01/2012/2]). SPF Economie – DGSIE, Statistiques démographiques (situation au 1^{er} janvier 2012) – Calculs : OSEC.

b) Un indicateur composite de revenus obtenu par la moyenne arithmétique de deux indicateurs :

(1) le revenu fiscal médian (exprimé en euros). Il s'agit du revenu attaché à la déclaration se situant au centre de la série, les déclarations ayant été classées par ordre de grandeur du revenu. Il est exprimé en euros.

Source : SPF Economie – DGSIE : statistiques fiscales (revenus 2010 – exercice 2011) (total des déclarations, individuelles et communes, des revenus non nuls) – Calculs : IWEPS.

(2) le taux de faibles revenus : obtenu par le rapport entre le nombre de déclarations fiscales inférieures à 11.000 euros (montant indexé du seuil de 10.000 euros retenu pour l'ISADF de 2008) et le total des déclarations fiscales.

Source : SPF Economie – DGSIE : statistiques fiscales (revenus 2010 – exercice 2011) (total des déclarations, individuelles et communes, des revenus non nuls); - Calculs : IWEPS.

c) Le taux de bas salaires : obtenu par le rapport entre le nombre de salariés assujettis à l'ONSS exprimés en volume de travail - équivalents temps plein (ETP), qui perçoivent un salaire journalier brut inférieur à 88 EUR (montant indexé du seuil de 80 EUR retenu pour l'ISADF de 2008, borne disponible qui s'approchait le plus du salaire associé au montant fixé pour l'ouverture du droit au bonus à l'emploi sous la forme d'une réduction des cotisations personnelles de sécurité sociale aux travailleurs salariés ayant un bas salaire et à certains travailleurs qui ont été victimes d'une restructuration - arrêté royal du 1^{er} septembre 2006 pris en exécution de l'article 2, § 2, alinéa 5 de la loi du 20 décembre 1999) et le total des équivalents temps plein (ETP) assujettis à l'ONSS.

Source : ONSS – Année 2010 (moyenne des 4 trimestres de l'année) – Calculs : IWEPS et OSEC.

2° pour le droit à la protection de la santé et à l'aide sociale et médicale :

a) L'espérance de vie à la naissance : durée moyenne (en années) d'une génération qui connaîtrait tout au long de l'existence les conditions de mortalité observées au moment de sa naissance dans toutes les classes d'âge.

Source : SPF Economie – DGSIE : statistiques démographiques – Années 2000-2009.

Calculs : UCL-Gédap.

b) Le pourcentage de personnes qui souffrent d'une maladie de longue durée ou d'un handicap : obtenu par le rapport entre le nombre de personnes identifiées comme souffrant d'une maladie chronique ou d'un handicap auprès de l'Agence intermutualiste (*) et la population totale (x 1000).

Sources : Agence intermutualiste – Cellule technique de coordination (situation au 31 décembre 2011 (**)) et SPF Economie – DGSIE : statistiques démographiques (situation au 1^{er} janvier 2012) - Calculs : IWEPS.

(*) Il s'agit du nombre de personnes qui sont concernées par au moins un des critères suivants : 1) Forfait B soins infirmiers; 2) Kinésithérapie E ou physiothérapie; 3) Allocations familiales majorées; 4) Allocation d'intégration pour handicapés (cat. III, IV ou V); 5) Allocation pour l'aide aux personnes âgées (cat. III, IV ou V); 6) Allocation aide tierce personne; 7) Indemnité d'invalidité majorée pour aide de tierce personne; 8) Allocation forfaitaire pour aide tierce personne; 9) Hospitalisation (120 jours); 10) Hospitalisation (6 hospitalisations); 11) Droit aux subsides pour personnes handicapées (voir : http://www.nic-ima.be/binaries/imaweb/fr/pdf/layout_populationpopulatie_v9_nf.pdf).

(**) Pour les personnes qui ont quitté la Belgique ou qui sont décédées en cours d'année, c'est la situation au moment de partir ou de décéder.

c) Le taux de bénéficiaires d'une indemnisation pour incapacité permanente en raison d'une maladie professionnelle : obtenu par le rapport entre le nombre de bénéficiaires d'indemnisations pour incapacité permanente du secteur privé et la population âgée de 18 ans et + (x 10.000).

Sources : Fonds des maladies professionnelles (année 2012) - SPF Economie - DGSIE,

Statistiques démographiques (situation au 1^{er} janvier 2012) - Calculs : IWEPS.

3° pour le droit à un logement décent et à un environnement sain :

a) Le pourcentage de logements de qualité insuffisante : obtenu par le rapport entre le nombre de logements sans WC ou sans salle de bains/douche ou nécessitant de 4 à 6 grosses réparations et le nombre total de logements.

Source : SPF Economie - DGSIE - Enquête socio-économique générale - Année 2001 - Calculs : Thomas (I.), UCL, Unité de géographie.

b) Un indicateur composite de l'appréciation de l'environnement immédiat du logement : obtenu par une moyenne arithmétique de trois indicateurs :

(1) Un indice d'exposition de la population à la pollution sonore due au trafic routier, ferroviaire et aérien. Il consiste à mesurer, pour chaque commune, la part des logements situés dans une zone soumise au bruit conséquent des infrastructures de transport (%).

Sources : Navstreets 2007 - SPF Finances - AGDP, logements au 1^{er} janvier 2011 - Calculs : IWEPS.

(2) Un indice d'exposition de la population à un air pollué (au lieu de résidence). Il consiste à mesurer, pour chaque commune, la part des logements soumis à trois polluants atmosphériques pondérés comme suit : 1/2 PM 10 (particules fines) + 1/4 O₃ (ozone) + 1/4 NO₃ (acide d'azote).

Sources : AWAC - CELINE, données de 2008 à 2011 issues du modèle RIO - SPF Finances - AGDP, logements au 1^{er} janvier 2011; Calculs : IWEPS.

(3) Un indice d'exposition de la population à la pollution potentielle du sol. L'indice consiste à mesurer, pour chaque commune, la part des logements soumis à la pollution liée aux territoires dégradés : routes, aéroports, terrils, SAR, décharges (COSW), Seveso, industries passées (VDM), industries actuelles (EPRTR).

Sources : ISSeP et SPW - DGO3, Projet ARPODIS 2012 - SPF Finances - AGDP, logements au 1^{er} janvier 2011 - Calculs : IWEPS.

c) Le pourcentage de ménages de résidents permanents dans les campings et autres équipements touristiques : obtenu par le rapport entre le nombre de résidents permanents (domiciliés ou non) dans la commune et la population totale de la commune.

Sources : SPW-SG-DiCS, recensement des résidents permanents en Wallonie au 31 décembre 2011 et SPF Economie - DGSIE : statistiques démographiques (situation au 1^{er} janvier 2012) - Calculs : DiCS.

d) Un indicateur composite de locataires sociaux : obtenu par la moyenne arithmétique de deux indicateurs :

(1) Le pourcentage de ménages candidats locataires sociaux : obtenu par le rapport entre le nombre de candidats locataires sociaux des sociétés de logement de service public (SLSP) par commune de domicile et le nombre total de ménages privés dans la commune.

Sources : Société wallonne du Logement, situation au 1^{er} janvier 2012) et SPF Economie - DGSIE : statistiques démographiques (situation au 1^{er} janvier 2012) - Calculs : IWEPS.

(2) Le pourcentage de logements publics : obtenu par le rapport entre le nombre de logements publics au sens de la stratégie communale d'actions en matière de logement 2007-2012 et le nombre total de ménages privés dans la commune.

Sources : SPW-DGO4 - Département du Logement - ancrage communal - année 2012 (1^{er} janvier) et SPF Economie - DGSIE, Statistiques démographiques (situation au 1^{er} janvier 2012) - Calculs : IWEPS.

4° pour le droit au travail :

a) Le taux de main d'œuvre potentielle : obtenu par le rapport entre le nombre de personnes en âge de travailler, qui ne travaillent pas ou qui travaillent involontairement à temps partiel, tout en étant présumées candidates pour exercer un travail à temps plein et le total de la population en âge de travailler (15-64 ans).

Source : IWEPS - Statistiques de population active, emploi et chômage par commune - année 2010 - moyenne annuelle - Calculs : IWEPS et OSEC.

b) Le taux de chômage de très longue durée : obtenu par le rapport entre le nombre total de demandeurs d'emploi inscrits inoccupés depuis deux ans au moins (durée >= à 24 mois selon la définition du B.I.T.) et la population active totale âgée de 15 à 64 ans.

Sources : FOREm (année 2012 - moyenne annuelle) et IWEPS - Statistiques de population active, emploi et chômage par commune - année 2010 - moyenne annuelle - Calculs : OSEC.

5° pour le droit à la formation :

a) Un indice composite de personnes faiblement diplômées : obtenu par une moyenne arithmétique de deux indicateurs :

(1) Le taux de faiblement diplômés : obtenu par le rapport entre le nombre de personnes qui ont obtenu au maximum le diplôme d'étude primaires (ou qui n'ont jamais suivi un enseignement) et le total de la population âgée de 18 ans et plus.

Sources : SPF Economie - DGSIE, enquête socio-économique générale - année 2001 - Calculs : Centre de sociologie du Travail, de l'Emploi et de la Formation (TEF), ULB.

(2) Le taux de diplômation (*) de la génération 1989 par commune de domicile : obtenu par le ratio entre le nombre de jeunes de la cohorte 1989 qui décrochent un diplôme de 6^e année secondaire et la population de la cohorte présente dans la commune et ce, pour chacune des années de 2006 à 2011. Ces opérations permettent de représenter une accumulation des taux de diplomation dans le temps pour la génération 1989.

Sources : FWB - AGERS, Service général du pilotage du système éducatif et SPF Economie - DGSIE, statistiques de population par âge - Calculs : AGERS et IWEPS.

(*) Certificat de 6^e secondaire des élèves dans des écoles organisées ou subventionnées par le Ministère de la FWB (enseignement général de transition, technique et professionnelle).

6^o pour le droit à l'épanouissement culturel et social :

a) Un indicateur de fracture numérique : obtenu par la moyenne arithmétique de trois indicateurs de fracture numérique calculés à partir de l'enquête régionale de l'Agence wallonne des Technologies (AWT) :

(1) Le pourcentage de personnes (âgées de 15 ans et +) exclues de l'usage d'internet (pas une seule utilisation par an, quel que soit le lieu de l'utilisation - au domicile, au travail,...) en raison de l'âge (11 catégories d'âge) : obtenu en appliquant à la population par âge des communes les pourcentages régionaux par âge de l'indicateur de fracture numérique de l'enquête régionale;

(2) Le pourcentage de personnes (âgées de 15 ans et +) exclues de l'usage d'internet (pas une seule utilisation par an, quel que soit le lieu de l'utilisation - au domicile, au travail,...) en raison la localisation géographique (province) : obtenu en appliquant à la population des communes les pourcentages provinciaux par âge de l'indicateur de fracture numérique de l'enquête régionale;

(3) Le pourcentage de ménages privés ne possédant pas un ordinateur à leur domicile : obtenu en appliquant aux catégories de ménages privés des communes les pourcentages régionaux par type de ménages de l'indicateur de fracture numérique de l'enquête régionale.

Sources : AWT - Usages TIC 2011/2012 (enquête réalisée en décembre 2011 - résultats publiés en 2012) des citoyens wallons et SPF Economie - DGSIE : statistiques démographiques au 1^{er} janvier 2012 - Calculs : IWEPS

a) Le taux de désaffection électorale : obtenu par le rapport entre le nombre de votes blancs ou nuls augmenté du nombre de désistements aux élections communales d'octobre 2012 et le nombre total d'inscrits à ces élections.

Source : Service public fédéral Intérieur - Calculs : OSEC.

7^o pour le facteur de risque par rapport au maintien de la cohésion sociale sur le territoire de la commune :

a) Le taux de personnes isolées de 65 ans et plus : obtenu par le rapport entre le nombre de personnes isolées de 65 ans et plus (h + f) et le nombre total de personnes âgées de 65 ans et plus dans la commune, au 1^{er} janvier 2010.

Source : SPF Economie - DGSIE, statistiques démographiques - Calculs : UCL-Gédap.

b) Le taux de ménages monoparentaux : obtenu par le rapport entre le nombre de ménages monoparentaux (h + f) et le nombre total de ménages, au 1^{er} janvier 2010.

Source : SPF Economie - DGSIE : statistiques démographiques - Calculs : UCL-Gédap.

c) Le nombre de candidats réfugiés : le nombre de personnes inscrites au registre d'attente des candidats réfugiés (c'est-à-dire les étrangers qui se déclarent réfugiés ou qui demandent la reconnaissance de la qualité de réfugiés) au 1^{er} janvier 2012.

Source : SPF Economie - DGSIE : registre national (situation au 1^{er} janvier 2012).

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 novembre 2013 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 décembre 2008 portant exécution du décret du 6 novembre 2008 relatif au plan de cohésion sociale dans les villes et communes de Wallonie, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française.

Namur, le 7 novembre 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2013/27251]

7 NOVEMBER 2013. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 12 december 2008 tot uitvoering van het decreet van 6 november 2008 betreffende het plan voor maatschappelijke cohesie in de steden en gemeenten van Wallonië voor wat betreft de aangelegenheden waarvan de uitoefening van de Franse Gemeenschap is overgeheveld

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 6 november 2008 betreffende het plan voor maatschappelijke cohesie in de steden en gemeenten van Wallonië voor wat betreft de aangelegenheden waarvan de uitoefening van de Franse Gemeenschap is overgeheveld, artikelen 3, § 4, 16, tweede lid 2, 23, § 5;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 12 december 2008 tot uitvoering van het decreet van 6 november 2008 betreffende het plan voor maatschappelijke cohesie in de steden en gemeenten van Wallonië voor wat betreft de aangelegenheden waarvan de uitoefening van de Franse Gemeenschap is overgeheveld;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 11 juni 2013;

Gelet op het advies nr. 19/2013 van de « Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne » (Hoge Raad van de Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 5 juli 2013;

Gelet op het advies nr. 54.160/4 van de Raad van State, gegeven op 14 oktober 2013, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 7 november 2013;

Op de voordracht van de Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad en van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 11 van het besluit van de Waalse Regering van 12 december 2008 tot uitvoering van het decreet van 6 november 2008 betreffende het plan voor maatschappelijke cohesie in de steden en gemeenten van Wallonië voor wat betreft de aangelegenheden waarvan de uitoefening van de Franse Gemeenschap is overgeheveld wordt aangevuld met volgend lid: « Elke Minister, in het kader van zijn bevoegdheden, bepaalt de wijze waarop de financiële bewijsstukken worden overgemaakt. Hij kan een elektronische communicatie opleggen waarvan hij de aard en de modaliteiten zal vastleggen en kan, in dat opzicht, voorschrijven dat gebruik gemaakt wordt van de formulieren die in het kader van de gemeentelijke boekhouding ter beschikking gesteld worden. ».

Art. 2. In hetzelfde besluit wordt bijlage 2 vervangen door bijlage 1 die bij dit besluit gaat.

Art. 3. In hetzelfde besluit wordt bijlage 3 vervangen door bijlage 2 die bij dit besluit gaat.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 5. De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad en de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 7 november 2013.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,

P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

BIJLAGE 1

Partnerschapsovereenkomst betreffende de uitvoering van het Plan voor maatschappelijke cohesie

OVEREENKOMST GESLOTEN IN HET KADER VAN HET PLAN VOOR MAATSCHAPPELIJKE COHESIE

Tussen enerzijds :

De gemeente/stad (1), vertegenwoordigd door haar Gemeentecollege dat machtiging verleend heeft aan Mevrouw/Mijnheer (1)

En anderzijds

.....
(benaming van de Partner, juridische firmanaam (VZW,...), adres van zijn maatschappelijke zetel en melding van de referenties van de persoon die gemachtigd is om de overeenkomst in naam en opdracht van de partner te sluiten)

Na uiteenzetting van wat volgt :

Gelet op het decreet van 22 november 2007 houdende wijziging van sommige bepalingen van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie;

Gelet op de verplichtingen die vastliggen in het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie, meer bepaald in Titel III van Boek III van het Derde deel, in de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen alsook alle omzendbrieven i.v.m. die problematieken;

Gelet op de overeenkomsten die al zijn gesloten tussen de partijen, voor rechtstreekse en/of onrechtstreekse toelagen :

- in speciën : :
beslissing van de gemeenteraad van.....,

- terbeschikkingstelling van personeel :
beslissing van de gemeenteraad van.....,

- terbeschikkingstelling van lokalen : :
beslissing van de gemeenteraad van

- andere te bepalen tegemoetkomingen : :
beslissing van de gemeenteraad van

Is overeengekomen wat volgt :

Hoofdstuk 1. — Doel van de overeenkomst - Duur

Artikel 1. Deze overeenkomst wordt gesloten in het kader van de uitvoering van het plan voor maatschappelijke cohesie van de stad/gemeente

Overeenkomstig artikel 4, § 2, van het decreet van 6 november 2008 betreffende het plan voor maatschappelijke cohesie van de steden en gemeenten van Wallonië, past ze in het kader van de twee volgende doelstellingen :

- de sociale ontwikkeling van de buurten;
- de bestrijding van alle vormen van bestaansonzekerheid, armoede en onveiligheid.

Artikel 2. De partner verbindt zich ertoe :

De volgende acties uit te voeren of aan de uitvoering ervan deel te nemen :

As van het plan, thematiek en benaming van de actie(s) in het plan :

De uitvoering van het geheel of van een deel van het doel van de overeenkomst niet uitbesteden.

Doelpubliek(en) :

Uitvoerige omschrijving van het doel van de opdracht :

Plaats van tenuitvoerlegging :

Artikel 3. De overeenkomst wordt voor maximum één jaar gesloten en eindigt op 31 december.

Ze is stilzwijgend verlengbaar op voorstel van de begeleidingscommissie voor zover ze verband blijft houden met de uitvoering van het door de Waalse Regering goedgekeurde plan.

Daar het plan op 31 december 2019 vervalt, moet de laatste hernieuwing uiterlijk 31 december 2018 plaatsvinden.

Hoofdstuk 2. — Financiële steun

Artikel 4. De stad/gemeente verbindt zich ertoe haar partner de nodige middelen voor de uitvoering van deze overeenkomst te verschaffen overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 12 december 2008 tot uitvoering van het decreet van 6 november 2008 betreffende het plan voor maatschappelijke cohesie van de steden en gemeenten van Wallonië.

De gemeente verbindt zich ertoe het aan de partner toegekende bedrag automatisch en in dezelfde mate te indexeren als de door de gewestelijke administratie verleende toelage voor het betrokken jaar geïndexeerd wordt.

Detail van de nodige middelen :

Type	Bedrag	Opmerkingen (facultatief)
Bedrag van de toegekende financiële middelen :		
Equivalent van de ter beschikking gestelde arbeidstijden :		
Toegekende materiële middelen :		
TOTAAL van de toegekende middelen :		

Onder voorbehoud van een begrotingsinschrijving en van goedkeuring door het toezichthoudend orgaan, stort de stad/gemeente in dat kader aan de partner die de overeenkomst medeondertekend heeft 75 % van de financiële middelen binnen X dagen - uiterlijk binnen 2 maanden - na de kennisgeving van de toekenning door de gewestelijke administratie van de toelage i.v.m. de uitvoering van het plan voor maatschappelijke cohesie.

Het saldo van de financiële middelen wordt gestort op basis van de in aanmerking komende bewijsstukken die de in de overeenkomst vermelde periode dekken en uitsluitend de in artikel 2 bedoelde activiteiten betreffen.

De tweede partij bij de overeenkomst betaalt elke onrechtmatig ontvangen som onmiddellijk terug aan de eerste partij.

De partner mag in het kader van de in artikel 2 bedoelde actie andere toelagen, sponsoring en mecenaat ontvangen voor zover de krachtens deze overeenkomst gedragen kosten nooit het voorwerp zijn van een dubbele subsidiëring, van een terugbetaling of van een tenlasteneming.

Een verklaring op erewoord van de partner moet bevestigen dat dat beginsel volkomen nageleefd wordt door een ondertekening op de datum van overlegging van de slotvorderingsaangifte.

Artikel 5. De partner verbindt zich ertoe vertegenwoordigd te worden op de vergaderingen van de begeleidingscommissie van het Plan voor maatschappelijke cohesie en de leden van deze commissie kennis te geven van de stand van vordering van de actie(s) omschreven in artikel 2 en van de mate waarin de toelage is aangewend.

Artikel 6. De partner verstrekt de stad/gemeente, jaarlijks uiterlijk binnen 3 maanden na afloop van het boekjaar, het bewijs van de uitgaven verricht in het kader van het plan voor maatschappelijke cohesie aan de hand van de subsidies die hij doorbetaald kreeg.

De bewijsstukken worden bewaard en uiterlijk 31 maart door de gemeentelijke overheid aan de gewestelijke administratie overgemaakt in het kader van de mededeling van het financiële verslag.

Wat de personeelskosten betreft, legt de partner de arbeidsovereenkomsten, de jobstudent- of stagecontracten en de individuele bezoldigingsfiches voor.

Wat de werkingskosten betreft, worden de facturen, kastickets en bestelbonnen voorgelegd.

De partner verbindt zich er ook toe zijn financiële balans jaarlijks aan de gemeentelijke overheid voor te leggen.

Artikel 7. De partner die de overeenkomst medeondertekend moet de stad/gemeente kennis geven van alle stappen die ondernomen zouden worden met het oog op de vrijwillige ontbinding van de vereniging, of van elke gerechtelijke actie ingesteld om een nietigverklaring of een gerechtelijke ontbinding van de vereniging te verkrijgen. Hi moet haar ook op de hoogte brengen van elke overplaatsing van zijn maatschappelijk zetel of van zijn wens om de inhoud of de vorm ervan te wijzigen. Die mededeling moet gelijktijdig met de aan de gewone leden van de vereniging gericht oproeping verstuurd worden, met name minstens acht dagen voor de bijeenkomst van de algemene vergadering.

De partner is ertoe verplicht de toelage terug te betalen in alle gevallen bedoeld in artikel 7 van de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen.

De toekenning van de toelage wordt opgeschort in alle gevallen bedoeld in artikel 8 van die wetgeving.

Artikel 8. De partner die de overeenkomst medeondertekend heeft legt jaarlijks uiterlijk binnen 3 maanden na afloop van het boekjaar aan de stad/gemeente een uitvoeringsverslag betreffende het vorige boekjaar voor, meer bepaald m.b.t. de taken waarvoor een samenwerking met de stad/gemeente tot stand gebracht werd, alsook een intentienota m.b.t. de uitvoering van die taken voor het volgende boekjaar.

Hij voegt er zijn balansen, rekeningen, beheersverslagen en financiële en administratieve toestanden voor het vorige boekjaar bij, alsook de bewijsstukken i.v.m. de aanwending van de toelage en zijn activiteitenverslag.

Alhoewel de partner volgens de wet niet verplicht is om een balans op te maken, zal hij op zijn minst zijn ontvangsten- en uitgavenrekeningen moeten voorleggen aan de hand van een genormaliseerd minimaal schema van dagboek zoals opgemaakt in bijlage A bij het koninklijk besluit van 26 juni 2003 betreffende de vereenvoudigde boekhouding van bepaalde verenigingen zonder winstoogmerk, stichtingen internationale en verenigingen zonder winstoogmerk.

Artikel 9. De partner verbindt zich ertoe een vrij afschrift van alle documenten waarvan de bekendmaking hem bij de wet opgelegd wordt onverwijld aan de stad/gemeente over te leggen, uiterlijk gelijktijdig met de neerlegging ervan bij de griffie van de Handelsrechtbank als de verplichting hem bij de wet opgelegd wordt.

Hoofdstuk 3. — Zichtbaarheid gegeven aan het plan voor maatschappelijke cohesie

Artikel 10. Elke publicatie, aankondiging, bekendmaking, uitnodiging, opgemaakt ter attentie van de gebruikers, partners, leden van de verenigingssector - deze lijst is niet volledig, alsook elke technische en publicitaire drager gebruikt bij publieke of privé evenementen die georganiseerd worden met de steun van de toelage bedoeld in deze overeenkomst, moet voorzien worden van volgende melding: « met de steun/met de samenwerking van de stad/gemeente... en van Wallonië » alsook van onderstaand logo :

**Hoofdstuk 4. — Opzegging van de overeenkomst — Wijziging van de overeenkomst — Handtekening**

Artikel 11. Elk partij kan de overeenkomst eenzijdig opzeggen indien de andere partij het geheel of een gedeelte van haar contractuele verplichtingen niet nakomt, in geval van vermindering van de door het Gewest verleende toelage of als de vertrouwensrelatie tussen beide partijen definitief verbroken is.

De opzegging kan zonder rechtsformaliteiten geschieden, na ingebrekestelling medegedeeld bij aangetekend schrijven aan de andere partij, met melding van de redenen van de genomen beslissing en onverminderd de vordering van een vergoeding.

De stad/gemeente moet de « Direction interdépartementale de la Cohésion sociale du Secrétariat général du Service public de Wallonie et la Direction de l'Action sociale de la DGO5 du Service public de Wallonie » (Interdepartementale directie Maatschappelijke Cohesie van het Secretariaat-generaal van de Waalse Overheidsdienst en de Directie Sociale Actie van het DGO5 van de Waalse Overheidsdienst) binnen een redelijke termijn per brief inlichten, ongeacht de partij die het initiatief neemt om deze overeenkomst op te zeggen.

Artikel 12 : De overeenkomst kan wederzijds opgezegd worden, zoals het beide partijen het best uitkomt.

Artikel 13 : De partijen voorzien dat elke wijziging in deze overeenkomst het voorwerp zal uitmaken van een door elke partij ondertekend aanhangsel, waarin uitdrukkelijk melding gemaakt wordt van de aangebrachte wijzigingen en van de geldigheidsduur van het aanhangsel. De procedures tot planwijziging die nader bepaald worden in het Vade-mecum van het Plan voor maatschappelijke cohesie moeten nageleefd worden.

Artikel 14 : Bij gebrek aan minnelijke regeling zijn alleen de hoven en de rechtbanken van het arrondissement bevoegd om kennis te nemen van elk geschil dat zich bij de uitvoering van deze overeenkomst kan voordoen.

Opgemaakt in twee exemplaren te, op

Voor de stad/gemeente

Voor de partner,

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 7 november 2013 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 12 december 2008 tot uitvoering van het decreet van 6 november 2008 betreffende het plan voor maatschappelijke cohesie in de steden en gemeenten van Wallonië voor wat betreft de aangelegenheden waarvan de uitoefening van de Franse Gemeenschap is overgeheveld.

Namen, 7 november 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

BIJLAGE 2**Samenvattende indicator voor de toegang tot de fundamentele rechten per gemeente****Berekeningsmethode, lijst van de variabelen en bronnen van de gegevens**

De samenvattende indicator voor de toegang tot de fundamentele rechten weerspiegelt de toegang van de bevolking van elke Waalse gemeente tot de fundamentele rechten, aangevuld met een risicofactor ten opzichte van de instandhouding van de sociale cohesie op het grondgebied van de gemeente.

De fundamentele rechten zijn opgesplitst in zes deelrechten :

1. het recht op een waardig inkomen;
2. het recht op de bescherming van de gezondheid en op sociale en medische hulp;
3. het recht op een decente woning en een gezond leefmilieu;
4. het recht op werk;
5. het recht op een opleiding;
6. het recht op sociale en culturele ontplooiing.

Het risicofactor neemt drie doelgroepen in overweging :

1. de éénoudergezinnen;
2. de alleenstaanden van 65 jaar en ouder;
3. de asielaanvragers.

Berekeningsmethode

Elk van de zes rechten en het risicofactor worden benaderd door een selectie van indicatoren die gekozen worden wegens hun bestaan, hun representativiteit, hun relevantie en hun beschikbaarheid op gemeentelijke schaal. In totaal worden 23 indicatoren in aanmerking genomen.

De eenvoudige cijfers worden verkregen door standaardisering van de basisindicatoren, waardoor elke indicator teruggebracht wordt tot een waarde tussen 0 en 1.

$$\text{Indice}_i = \frac{\text{(waargenomen waarde}_i - \text{minimumwaarde)}}{\text{(maximumwaarde} - \text{minimumwaarde)}}$$

De voor elk van die rechten en voor de risicofactor samengestelde cijfers worden voortgebracht door het rekenkundig gemiddelde van de eenvoudige cijfers, met gelijke weging, genormaliseerd {(X-gemiddelde)/typeverschil}. De samenvattende indicator is de som, bij gelijke weging, van de per recht en per risicofactor samengestelde indicatoren.

Lijst van de variabelen en bron van de gegevens

1° voor het recht op een waardig inkomen :

a) Aantal sociale steuntrekkers : verkregen door de verhouding die totstandkomt tussen het aantal leefloners, de financiële tegemoetkoming gelijk aan het leefloon, het gewaarborgd inkomen en de inkomenswaarborg aan de bejaarden en de bevolking van 18 jaar en ouder.

Bronnen : FOD Sociale Integratie (jaar 2011 - jaargemiddelde), Rijkspensioendienst ([waarden op 1 januari 2011 + waarden op 1 januari 2012/2]), FOD Economie - Algemene Directie Statistieken, Demografische statistieken (toestand op 1 januari 2012) - Berekeningen : OSEC.

b) Samengestelde inkomstenindicator verkregen door het rekenkundig gemiddelde van twee indicatoren :

(1) Mediaan belastingsinkomen (uitgedrukt in euro). Het betreft het inkomen gekoppeld aan de aangifte die zich in het midden van de reeks bevindt, waarbij de aangiften gerangschikt werden per grootteorde. Het wordt uitgedrukt in euro.

Bron : FOD Economie - Algemene Directie Statistieken, fiscale statistieken (Inkomsten 2010 - aanslagjaar 2011) (totaal van de aangiften, individuele en gemeenschappelijke, van de inkomsten niet nul) - Berekeningen : IWEPS.

(2) Percentage lage inkomens : verkregen door de verhouding tussen het aantal belastingaangiften lager dan 11.000 euro (geïndexeerd bedrag van de drempel van 10.000 euro aangehouden voor de ISADF van 2008) en het totaal aantal belastingaangiften.

Bron : FOD Economie - Algemene Directie Statistieken : fiscale statistieken (Inkomsten 2010 - aanslagjaar 2011) (totaal van de aangiften, individuele en gemeenschappelijke, van de inkomsten niet nul) - Berekeningen : IWEPS.

c) Cijfer der lage lonen : verkregen door de verhouding tussen het aantal loontrekkenden onderworpen aan de RSZ, uitgedrukt in arbeidsvolume - voltijdsequivalenten, die een bruto dagloon krijgen dat lager is dan 88 EUR en het totaal der voltijds equivalenten die aan de RSZ onderworpen zijn. (de drempel van 80 EUR is de beschikbare referentie die het dichtst het loon benadert dat gekoppeld is aan het bedrag vastgesteld tot toekenning van een werkbonus onder de vorm van een vermindering van de persoonlijke bijdragen van sociale zekerheid aan werknemers met lage lonen en aan sommige werknemers die het slachtoffer waren van een herstructurering - koninklijk besluit van 1 september 2006 ter uitvoering van artikel 2, § 2, lid 5, van de wet van 20 december 1999)

Bron : RSZ - Jaar 2010 (gemiddelde van de vier kwartalen van het jaar) - Berekeningen : IWEPS en OSEC.

2° voor het recht op de bescherming van de gezondheid en op sociale en medische hulp :

a) Levensverwachting bij de geboorte : de gemiddelde duur (uitgedrukt in jaren) van een generatie die tijdens het hele bestaan de sterftevoorwaarden zou kennen zoals waargenomen op het ogenblik van de geboorte in alle leeftijdscategorieën.

Bron : FOD Economie - Algemene Directie Statistieken, Demografische statistieken - Jaren 2000-2009.

Berekeningen : UCL-Gédap.

b) Percentage personen die door een langdurige ziekte of een handicap getroffen zijn : verkregen door de verhouding tussen het aantal personen die getroffen zijn door een chronische ziekte of een handicap bij het Intermutualistisch agentschap (*) en de totale bevolking.

Bronnen : Intermutualistisch agentschap - Technische coördinatiecel (toestand op 31 december 2011 (**)) en FOD Economie - Algemene Directie Statistieken, Demografische Statistieken (toestand op 1 januari 2012) - Berekeningen : IWEPS.

(*) aantal personen waarop minstens één van de volgende criteria betrekking heeft : 1) Forfait B verpleegkundige zorgen; 2) Kinesitherapie E of fysiotherapie; 3) Verhoogde kinderbijslagen; 4) Toelage voor de integratie van gehandicapten (cat. III, IV of V); 5) Toelage voor hulp aan ouderen (cat. III, IV of V); 6) Uitkering hulp aan derden; 7) Verhoogde invaliditeitsuitkering wegens hulp van derden 8) Forfaitaire uitkering hulp aan derden; 9) Hospitalisatie (120 dagen); 10) Hospitalisatie (6 hospitalisaties); 11) Recht op toelagen voor gehandicapten (zie : http://www.nic-ima.be/binaries/imaweb/fr/pdf/layout_populationpopulatie_v9_nf.pdf).

(**) Voor personen die België verlaten hebben of die in de loop van het jaar overleden zijn geldt de toestand op de datum van het vertrek of van het overlijden.

c) Percentage rechthebbenden op een vergoeding wegens arbeidsongeschiktheid als gevolg van een beroepsziekte : verkregen door de verhouding tussen het aantal rechthebbenden op vergoedingen wegens arbeidsongeschiktheid in de privésector en de bevolking ouder dan 18 jaar en + (x 10 000).

Bronnen : Fonds der beroepsziekten (jaar 2012) - FOD Economie - Algemene Directie Statistieken,

Demografische statistieken (toestand op 1 januari 2012) - Berekeningen : IWEPS.

3° voor het recht op een decente woning en een gezond leefmilieu :

a) Percentage kwaliteitsarme woningen : verkregen door de verhouding tussen het aantal woningen zonder wc of zonder badkamer/douche of die 4 tot 6 grote herstellingen nodig hebben en het totaal aantal woningen.

Bron : FOD Economie - Algemene Directie Statistieken - algemeen sociaal-economisch onderzoek - Jaar 2001 - Berekeningen : Thomas (I), UCL, Unité de géographie.

b) Samengestelde indicator voor de beoordeling van de onmiddellijke leefomgeving van de woning :

(1) Indicator van de blootstelling van de bevolking aan geluidshinder te wijten aan het weg-, spoorweg- en luchtverkeer. Berekening, voor elke gemeente, van het aantal woningen gelegen in een gebied getroffen door geluid veroorzaakt door vervoersinfrastructuren (%).

Bronnen : Navstreefs 2007; FOD Financiën - AGDP, woningen op 1 januari 2011; Berekeningen : IWEPS.

(2) Indicator van de blootstelling van de bevolking aan luchtverontreiniging (in de residentiële leefomgeving). Berekening, voor elke gemeente, van het aantal woningen onderworpen aan drie luchtpolluenten gewogen als volgt : 1/2 PM 10 (fijne deeltjes) + 1/2 O3 (ozon) + 1/4 NO3 (stikstofzuur).

Bronnen : AWAC - CELINE, gegevens van 2008 tot 2011 uit het model RIO - FOD Financiën - AGDP, woningen op 1 januari 2011; Berekeningen : IWEPS.

(3) Indicator van de blootstelling van de bevolking aan potentiële grondverontreiniging. Berekening, voor elke gemeente, van het aantal woningen onderworpen aan verontreiniging i.v.m. beschadigde grondgebieden : wegen, luchthavens, steenberg, SAR, stortplaatsen (COSW), Seveso, oude industrieën (VDM), huidige industrieën (EPRTR).

Bronnen : ISSeP en SPW - DGO3, Project ARPODIS 2012 - FOD Financiën - AGDP, woningen op 1 januari 2011; Berekeningen : IWEPS.

c) Percentage gezinnen die permanent in campings en andere toeristische uitrustingen verblijven : verkregen door de verhouding tussen het aantal permanente bewoners (al dan niet woonachtig) in de gemeente en de totale bevolking van de gemeente.

Bronnen : SPW-SG-DiCS, telling van de permanente bewoners in Wallonië op 31 december 2011 en FOD Economie - Algemene Directie Statistieken, Demografische statistieken (toestand op 1 januari 2012) - Berekeningen : DiCS.

d) Samengestelde indicator van sociale huurders : verkregen door een aritmetisch gemiddelde van twee indicatoren :

(1) Percentage gezinnen die in aanmerking komen als sociale huurders : verkregen door de verhouding tussen het aantal kandidaat-sociale huurders van de openbare woningsmaatschappijen (SLSP) per woongemeente en het totaal aantal privégezinnen in de gemeente.

Bronnen : Société wallonne du Logement (Waalse Huisvestingsmaatschappij), toestand op 1 januari 2012 en FOD Economie - algemene directie statistieken, demografische statistieken (toestand op 1 januari 2012) - Berekeningen : IWEPS.

(2) Percentage openbare woningen : verkregen door de verhouding tussen het aantal openbare woningen in de zin van de gemeentelijke woonstrategie 2007-2012 en het totaal aantal privégezinnen in de gemeente.

Bronnen : SPW-DGO4 - Departement Huisvesting - gemeentelijke verankering - jaar 2012 (1 januari) en FOD Economie - Algemene Directie Statistieken, Demografische statistieken (toestand op 1 januari 2012) - Berekeningen : IWEPS.

4° voor het recht op werk :

a) Percentage potentiële arbeidskrachten : verkregen door de verhouding tussen het aantal personen die oud genoeg zijn om te werken, die niet werken of die onvrijwillig deeltijds werken hoewel ze vermoedelijk voltijds willen werken en het totaal van de beroepsgeschikte bevolking (15-64 jaar).

Bron : IWEPS - Statistieken actieve bevolking, tewerkstelling en werkloosheid per gemeente - (Jaar 2010 - jaarlijks gemiddelde) - Berekeningen : IWEPS en OSEC.

b) Percentage langdurige werklozen : verkregen door de verhouding tussen het totaal aantal werkloze werkzoekenden ingeschreven sinds minstens twee jaar (duur \geq 24 maanden volgens definitie IAT) en de totale actieve bevolking van 15 tot 64 jaar.

Bronnen : FOREm (jaar 2012 - jaarlijks gemiddelde) en IWEPS - Statistieken van actieve bevolking, tewerkstelling en werkloosheid per gemeente - (jaar 2010 - jaarlijks gemiddelde) - Berekeningen : OSEC.

5° voor het recht op een opleiding :

a) Samengestelde indicator van laaggeschoolde personen : verkregen door een aritmetisch gemiddelde van twee indicatoren :

(1) Percentage laaggeschoolden : verkregen door de verhouding tussen het aantal persoon die hoogstens hun lagere school afwerkten (of die nooit naar school gingen) en het totaal van de bevolking van 18 jaar en ouder.

Bronnen : FOD Economie - Algemene Directie Statistieken - Algemeen sociaal-economisch onderzoek - Jaar 2001 - Berekeningen : Centre de sociologie du Travail, de l'Emploi et de la Formation (TEF), ULB.

(2) Diplomeringspercentage (*) van de generatie 1989 per woongemeente : verkregen door de ratio tussen het aantal jongeren van de cohorte 1989 die een diploma van het 6de jaar secundair onderwijs behalen en de bevolking van de cohorte die in de gemeente aanwezig is, voor elk van de jaren 2006 tot 2011. Aan de hand van deze berekeningen kan een accumulatie van de diplomeringspercentages in de tijd weergegeven worden voor de generatie 1989.

Bronnen : FWB - AGERS, Service général du pilotage du système éducatif en SPF Economie - Algemene Directie Statistieken, bevolkingsstatistieken per leeftijd - Berekeningen : AGERS en IWEPS.

(*) Getuigschrift van het 6de jaar secundair onderwijs van de leerlingen in scholen georganiseerd of gesubsidieerd door het Ministerie van de FWB (algemeen overgangsonderwijs, technisch en beroeps).

6° voor het recht op sociale en culturele ontplooiing :

a) Indicator « elektronische kloof » : verkregen door een rekenkundig gemiddelde van drie indicatoren « elektronische kloof » berekend op grond van het gewestelijke onderzoek van het « Agence wallonne des Technologies (AWT) » (Waalse Agentschap Technologieën) :

(1) Percentage personen (15 jaar en +) aan wie het internetgebruik is ontzegd (geen enkel gebruik per jaar, ongeacht de plaats van gebruik - thuis, op het werk, ...) wegens de leeftijd (11 leeftijdsgroepen) : verkregen door op de bevolking (per leeftijd) van de gemeenten de gewestelijke percentages (per leeftijd) van de indicator « elektronische kloof » van het gewestelijke onderzoek toe te passen;

(2) Percentage personen (15 jaar en +) aan wie het internetgebruik is ontzegd (geen enkel gebruik per jaar, ongeacht de plaats van gebruik - thuis, op het werk, ...) wegens de geografische ligging (provincie) : verkregen door op de bevolking van de gemeenten de provinciale percentages (per leeftijd) van de indicator « elektronische kloof » van het gewestelijke onderzoek toe te passen;

(3) Percentage privé-gezinnen die thuis niet over een computer beschikken : verkregen door op de categorieën privé-gezinnen van de gemeenten de gewestelijke percentages (per type gezin) van de indicator « elektronische kloof » van het gewestelijke onderzoek toe te passen.

Bronnen : AWT - TIC-gebruik 2011/2012 (onderzoek gevoerd in december 2011 - resultaten bekendgemaakt in 2012) door de Waalse burgers en FOD Economie; Algemene Directie Statistieken, Demografische statistieken op 1 januari 2012 - Berekeningen : IWEPS

b) Percentage niet-stemmers : verkregen door de verhouding tussen het aantal blancostemmen of nietige stemmen vermeerderd met het aantal niet opgekomen kiezers en het totaal aantal ingeschrevenen voor de gemeenteraadsverkiezingen van oktober 2012.

Bron : FOD Binnenlandse Zaken - Berekeningen : OSEC.

7° voor de risicofactor ten opzichte van de instandhouding van de maatschappelijke cohesie op het grondgebied van de gemeente :

a) Percentage alleenstaanden van 65 jaar en ouder; verkregen door de verhouding tussen het aantal alleenstaanden van 65 jaar en ouder (M+V) en het totaal aantal personen van 65 jaar en ouder in de gemeente, op 1 januari 2010.

Bron : FOD Economie - Algemene Directie Statistieken, Demografische statistieken - Berekeningen : UCL-Gédap.

b) Percentage éenoudergezinnen : verkregen door de verhouding tussen het aantal éenoudergezinnen (M/V) en het totaal aantal gezinnen op 1 januari 2010.

Bron : FOD Economie – Algemene Directie Statistieken, Demografische statistieken – Berekeningen : UCL-Gédap.

c) Aantal asielaanvragers : aantal personen ingeschreven in het wachtregister voor asielzoekers (m.a.w. de buitenlanders die zich als asielzoeker melden of die vragen om als asielzoeker te worden erkend) op 1 januari 2012.

Bron : FOD Economie - Algemene Directie Statistieken : nationaal register (toestand op 1 januari 2012).

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 7 november 2013 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 12 december 2008 tot uitvoering van het decreet van 6 november 2008 betreffende het plan voor maatschappelijke cohesie in de steden en gemeenten van Wallonië voor wat betreft de aangelegenheden waarvan de uitoefening van de Franse Gemeenschap is overgeheveld.

Namen, 7 november 2013.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,

P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2013/205765]

4 NOVEMBRE 2013. — Arrêté royal portant remplacement du président et du vice-président de certaines sous-commissions paritaires

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, l'article 40;

Vu les arrêtés royaux des 11 janvier 1993, 25 avril 2007, 31 mai 2009 et 24 octobre 2012 portant remplacement du président et du vice-président de certaines sous-commissions paritaires;

Sur la proposition de la Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le mandat de président des sous-commissions paritaires citées ci-après a pris fin suite au décès de M. André DE GIETER, conseiller général au Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale :

- Sous-commission paritaire pour le commerce de combustibles de la Flandre orientale;

- Sous-commission paritaire pour le port de Zeebrugge-Bruges;

- Sous-commission paritaire du transport urbain et régional de la Région flamande.

Art. 2. Le mandat de vice-président des sous-commissions paritaires citées ci-après a pris fin suite au décès de M. André DE GIETER, conseiller général au Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale :

- Sous-commission paritaire pour le port de Bruxelles et de Vilvorde;

- Sous-commission paritaire pour les ports d'Ostende et de Nieuport;

- Sous-commission paritaire du transport urbain et régional de la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 3. Démission honorable de la fonction de vice-présidente de la Sous-commission paritaire du transport urbain et régional de la Région flamande est donnée à Mme Elise BUEKENS, conseillère générale au Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale.

Art. 4. Démission honorable de la fonction de président des sous-commissions paritaires citées ci-après est donnée à M. Dimitri KNOCKAERT, conseiller au Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale :

- Sous-commission paritaire de la tannerie et du commerce de cuirs et peaux bruts;

- Sous-commission paritaire de l'industrie de la chaussure, des bottiers et des chausseurs;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2013/205765]

4 NOVEMBER 2013. — Koninklijk besluit houdende vervanging van de voorzitter en de ondervoorzitter van sommige paritaire subcomités

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, artikel 40;

Gelet op de koninklijke besluiten van 11 januari 1993, 25 april 2007, 31 mei 2009 en 24 oktober 2012 houdende vervanging van de voorzitter en de ondervoorzitter van sommige paritaire subcomités;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het mandaat van de voorzitter van de hierna vermelde paritaire subcomités is geëindigd wegens het overlijden van de heer André DE GIETER, adviseur-generaal bij de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg :

- Paritair Subcomité voor de handel in brandstoffen van Oost-Vlaanderen;

- Paritair Subcomité voor de haven van Zeebrugge-Brugge;

- Paritair Subcomité voor het stads- en streekvervoer van het Vlaamse Gewest.

Art. 2. Het mandaat van de ondervoorzitter van de hierna vermelde paritaire subcomités is geëindigd wegens het overlijden van de heer André DE GIETER, adviseur-generaal bij de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg :

- Paritair Subcomité voor de haven van Brussel en Vilvoorde;

- Paritair Subcomité voor de havens van Oostende en Nieuwpoort;

- Paritair Subcomité voor het stads- en streekvervoer van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

Art. 3. Eervol ontslag uit het ambt van ondervoorzitter van het Paritair Subcomité voor het stads- en streekvervoer van het Vlaamse Gewest wordt gegeven aan Mevr. Elise BUEKENS, adviseur-generaal bij de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg.

Art. 4. Eervol ontslag uit het ambt van voorzitter van de hierna vermelde paritaire subcomités wordt gegeven aan de heer Dimitri KNOCKAERT, adviseur bij de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg :

- Paritair Subcomité voor de leerlooierij en de handel in ruwe huiden en vellen;

- Paritair Subcomité voor de schoeiselindustrie, de laarzenmakers en de maatwerkers;